

02/2016

Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine

Éléments de cadrage théorique et méthodologique

Benoit Lallau

Lise Archambaud

Perrine Benoist-Laissus

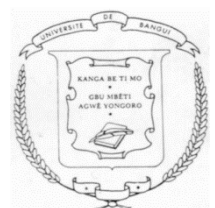
Mai 2016

Projet de recherche - Construire la paix en RCA grâce
au développement agricole

CLERSE - LILLE 1 & PARTENAIRES

FINANCEMENT : AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE

Document de Travail n°2



Sommaire

	Page
Introduction	2
SECTION 1 – Enjeux et fondements de la recherche	3
1.1. Les constats aux origines du projet CPDA-RCA	3
<i>Le délabrement de l’agriculture centrafricaine</i>	3
<i>L’abandon de l’agriculture</i>	3
<i>La méconnaissance des réalités agricoles du pays</i>	4
<i>Donner du sens à la résilience</i>	4
1.2. Etudier la résilience du ménage	5
<i>La résilience, de quoi, par rapport à quoi ?</i>	5
<i>La résilience, comment ?</i>	6
<i>Permettre la construction de seuils à l’échelle du ménage</i>	7
<i>La résilience est-elle toujours une bonne chose ?</i>	9
1.3. Etudier la résilience à l’échelle villageoise	9
<i>Pourquoi le village ?</i>	9
<i>La résilience comme continuité/restauration de fonctions</i>	11
<i>Les ressources de la communauté villageoise</i>	12
<i>Mettre en évidence les trajectoires</i>	13
<i>Quelques questions auxquelles le projet devra répondre</i>	14
SECTION 2 - La méthodologie de l’observatoire des crises et résiliences rurales	15
2.1. Les principes d’un observatoire	15
<i>Les temporalités de la résilience</i>	15
<i>Une approche pragmatique</i>	16
<i>Le système de production de données : une vue globale</i>	16
2.2. L’approche du « système village »	17
<i>Les méthodes du diagnostic agricole</i>	17
<i>Les dynamiques collectives</i>	19
<i>Les enjeux locaux : esquisse typologique</i>	19
2.3. L’approche « ménages »	19
<i>Caractériser le moyens d’existence et conditions d’existence</i>	19
<i>Comprendre comment les ménages affrontent l’adversité</i>	20
<i>Entrer au sein du ménage</i>	20
Conclusion	21
Eléments de bibliographie	21

Introduction

Depuis la fin de 2012, l'instabilité politico-militaire en République Centrafricaine s'est exacerbée, menant en 2013 à un coup d'état puis à l'établissement d'un gouvernement de transition. En 2016, alors qu'y se pressent de nombreux bailleurs et acteurs humanitaires, l'enjeu est désormais de réussir à répondre tant aux conséquences immédiates du conflit qu'à ses causes structurelles.

Le projet « Construire la Paix en RCA grâce au développement agricole » (CPDA-RCA) vise à étudier les trajectoires des populations face aux chocs et aux crises, leurs capacités à y faire face, i.e. leur résilience. La démarche est celle d'une recherche-action. Recherche, car il s'agit de contribuer à la relance de la recherche sur l'agriculture centrafricaine et d'opérationnaliser cette notion, désormais incontournable, de résilience ; action, car elle vise à appuyer les réflexions et les pratiques des acteurs du relèvement post-conflit de la RCA.

Le projet de recherche se déroulera sur deux années, 2016 et 2017. Le document de travail n°1 a posé quelques bases de réflexions sur ce que pourrait être le développement agricole futur de la RCA (Dufumier & Lallau, 2016) ; des pistes de réflexions à valider (ou pas), à préciser, nuancer, contextualiser, par le travail mené sur le terrain. Ce deuxième document de travail pose les bases conceptuelles et méthodologiques de ce travail de terrain. D'autres documents de travail suivront, précisant les modalités opérationnelles de cette mise en œuvre, puis rendant compte de l'avancée du projet, analysant les données recueillies, en tirant des enseignements éventuellement transposables voire généralisables.

Une première section pose les fondements du projet CPDA-RCA, tant les observations générales qui ont conduit à cette recherche-action que l'approche conceptuelle qui sera mobilisée. La deuxième section défend l'intérêt de développer une démarche d'observatoires, et en dresse les principaux choix méthodologiques. Ces deux sections posent les bases d'un prochain document de cadrage (Juin 2016), qui précisera les modalités de mise en œuvre de ces méthodologies d'observatoire, dans le contexte post-conflit de la RCA.

Ce document a été principalement rédigé par Benoît Lallau, Lise Archambaud et Perrine Benoist-Laissus. Il a aussi bénéficié des apports de Marc Dufumier (AgroParisTech), d'Emmanuel Mbétid-Bessane (LERSA, Université de Bangui), d'Emmanuel Chauvin (PRODIG, Université Paris 1) et d'Isabelle Droy (IRD), et des échanges avec les ONG partenaires du projet : ACF, ACTED, DRC, Triangle GH.

Il a été permis par l'appui financier de l'AUF (Agence Universitaire de la Francophonie).

Sa version numérique est disponible sur : <http://resiliences.univ-lille1.fr>. Tout commentaire peut être envoyé à Benoît Lallau, responsable du projet de recherche, via ce site.

Pour citer de document : Lallau B., Archambaud L., Benoist-Laissus P. (2016), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Eléments de cadrage théorique et méthodologique. Projet CPDA-RCA, Document de travail n°2, Clersé, Université de Lille, Mai.

Section I – Enjeux et fondements de la recherche

1.1. Les constats aux origines du projet CPDA-RCA

Ce projet de recherche se fonde sur quatre constats majeurs, celui du délabrement de l'agriculture centrafricaine, celui d'un conflit très lié à une négligence de l'agriculture par les bailleurs et les politiques, celui d'une méconnaissance des réalités et diversités de cette agriculture, celui enfin de l'utilisation encore floue de la notion de résilience des populations dans le contexte post-conflit centrafricain.

Le délabrement de l'agriculture centrafricaine

Après les crises politico-militaires de ces dernières années, l'agriculture centrafricaine est profondément déstabilisée : l'insécurité a empêché les grandes cultures et freiné les flux commerciaux internes, les éleveurs ont perdu tout ou grande partie de leurs troupeaux. Dans un pays aux conditions agroclimatiques pourtant favorables à l'agriculture, beaucoup de ruraux survivent difficilement, ou doivent compter sur l'aide alimentaire distribuée par les acteurs humanitaires. Notre première hypothèse est que ce délabrement n'est pas irréversible. Le questionnement est alors le suivant : comment reconstruire au plus vite l'agriculture du pays et faire en sorte que les populations rurales et périurbaines puissent passer d'une situation d'assistanat humanitaire à celle de producteurs actifs capables d'une part d'assurer par eux-mêmes des conditions de vie correctes avec des niveaux de revenus décentes, d'autre part de fournir aux populations urbaines une nourriture abondante, diversifiée et équilibrée.

L'abandon de l'agriculture

Mais il serait simpliste d'imputer ce délabrement aux seuls conflits récents (Dufumier & Lallau, 2016). Un regard historique conduit à un constat sans appel : les paysanneries centrafricaines n'ont jamais beaucoup intéressé. Jugées hostiles à la « mystique du progrès », elles n'ont bénéficié que de peu d'appuis, par ailleurs trop courts et insuffisamment denses pour être déterminants. C'est ce que regrettait déjà l'agronome français René Dumont, lorsqu'il livrait en 1966 une déclinaison centrafricaine de son *Afrique Noire est mal partie : Le difficile développement agricole de la République Centrafricaine*. On y trouvait les germes de la situation actuelle : mépris des élites pour les paysanneries, désintérêt pour le vivrier, saupoudrage d'actions, enclavement -déjà- des régions périphériques, etc. Les années de l'ajustement structurel ont mis un coup fatal aux velléités de développement volontariste, au nom de la compétitivité à l'export et des marchés libres : suppression de la culture cotonnière dans les zones estimées marginales, démantèlement de la filière café, élimination tous azimuts des appuis aux producteurs, disparition de l'école rurale, etc.

Bien entendu, les paysanneries ont tenté de s'adapter à cette nouvelle donne, en diversifiant leurs activités en particulier. Mais beaucoup ont aussi perdu toute perspective d'avenir dans l'agriculture, se dirigeant alors vers Bangui, ou plus encore vers les chantiers de diamant et d'or, réactivant parfois des mines autrefois fermées faute de rendements suffisants. D'autres, de plus en plus nombreux, vont aussi se tourner vers le brigandage, la rébellion. L'absence de perspectives pour les jeunes ruraux, en particulier dans le Nord-Est du pays (zone d'origine de la Séléka), constitue un élément essentiel du cycle de conflit ; un cycle dont le pays ne se sortira

donc pas uniquement par les usuels programmes de DDR (Désarmement Démobilisation Réinsertion).

Notre deuxième - et principale - hypothèse est ainsi que la paupérisation et la marginalisation des paysanneries constituent des ferments majeurs de l'instabilité actuelle, et qu'une paix durable ne pourra se construire sans développement agricole et rural. Dans cette agriculture prédomine encore très largement la juxtaposition de deux systèmes extensifs, une agriculture manuelle et un élevage bovin semi-nomade (« transhumant »), sans que les deux activités ne soient réellement associées. Plutôt que de plaquer une grille d'analyse « confessionnelle » sur les conflits entre agriculteurs (certes souvent chrétiens) et éleveurs (certes majoritairement musulmans), nous prenons le parti d'une analyse en termes d'utilisation des espaces, et envisageons les modalités possibles d'une meilleure intégration de ces deux systèmes.

La méconnaissance des réalités agricoles du pays

Cette nécessité du développement agricole comme condition d'une pacification durable est désormais affirmée par de plus en plus d'acteurs, bailleurs comme ONG. Se pose alors la question des modalités que devrait prendre ce nécessaire appui. Il est pour cela crucial de bien connaître cette agriculture. C'est là qu'est notre troisième constat, celui d'une profonde méconnaissance des réalités agraires de la RCA. Beaucoup d'acteurs de l'urgence et du relèvement sont très conscients de cette situation. Ainsi la coordination humanitaire des Nations Unies (OCHA) appelle à la fois à un rétablissement des moyens de subsistance et à un renforcement de la recherche. Faute de politiques structurelles, d'appui à la recherche et d'accompagnement des étudiants, les seules études récentes sur ces réalités proviennent des évaluations entreprises par les humanitaires : établies en urgence, selon des canevas dupliqués et donc souvent inadaptés, par des personnels ne disposant ni du temps ni parfois pleinement des compétences pour réaliser de véritables diagnostics agraires, elles ne permettent pas de fonder solidement des politiques d'appui. Notre hypothèse est ici qu'une analyse des systèmes agraires locaux pourrait combler une partie de cette méconnaissance et contribuer à la formulation d'appuis adaptés localement. Il s'agit donc d'une part de développer une méthodologie adaptée des systèmes agraires et de leur diversité en RCA, d'autre part de construire un cadre permettant de pérenniser cette approche.

Donner du sens à la résilience

Il est une autre conviction affichée par l'ensemble de la communauté humanitaire en RCA, celle de la nécessité d'appuyer la résilience des populations, en suite au conflit. Cette notion, usuellement approchée comme la capacité des communautés à faire face aux risques et à se rétablir en suite aux chocs, est devenue une entrée majeure des discours, des programmes, une condition de financement (Heijmans & al, 2012). Elle interpelle pourtant le chercheur, qui constate que cette notion est encore employée, en RCA comme ailleurs (voir notamment : Béné, 2013 ; Conostas & al, 2014 ; Levine, 2014), avec beaucoup de flou, et qu'il est malaisé de la traduire concrètement, au-delà de discours qui se veulent positifs (« 100 jours pour la résilience », les caisses de résilience, etc.). Le document stratégique 2015 pour le pays soulignait la nécessité pour les ONG de dépasser la phase d'urgence et de réfléchir dès à présent à des « programmes et approches contribuant au relèvement précoce, à la réconciliation et la cohésion sociale, à la résilience, outil de transition vers le développement »

(OCHA, 2015). Beaucoup de questions se posent donc : comment l'évaluer ? A quelle(s) échelle(s) ? Sur quelle(s) temporalité(s) ? Quels moyens implique-t-elle, pour ne pas demeurer au stade d'une poétique métaphore ? Notre hypothèse est que, en dépit des nombreuses critiques dont elle est l'objet, il est possible de donner du sens et de l'opérationnalité à cette notion.

La première question qui se pose est alors celle de l'échelle ou des échelles d'analyse. Beaucoup d'écrits, tant théoriques (l'approche des *social-ecological systems*) qu'institutionnels, insistent sur la nécessité de mobiliser la notion à différentes échelles, en interrelations, depuis la personne jusqu'au pays. La « résilience à tous les étages », pour intellectuellement séduisante qu'elle puisse être, pose toutefois de redoutables problèmes d'opérationnalisation. Nous faisons le choix pragmatique de nous concentrer sur deux échelles, celle du ménage d'une part, celle du système local qu'est le finage villageois, d'autre part. Les paragraphes qui suivent explicitent ce choix.

1.2. Etudier la résilience du ménage

Pourquoi accorder une place centrale au ménage dans une approche résilience ? Tout d'abord, c'est l'échelle privilégiée par les humanitaires, tant pour l'identification des besoins que pour l'évaluation des impacts des programmes. Ensuite, puisque que le ménage constitue l'entité collective minimale structurant le quotidien des pratiques, induisant un vivre ensemble au moins durant une partie de l'année, persistant dans le temps, cette échelle porte une majeure partie des pratiques de gestion des risques. Enfin c'est une échelle intermédiaire, entre l'individu et un système local plus large, très riche en observations possibles, et permettant de comprendre tant ce qui se passe en son sein (au niveau des personnes) que les dynamiques territoriales qu'elle induit par agrégation. Alors définie comme capacité d'un ménage à affronter l'adversité, la résilience s'étudie à la fois comme un processus, et comme résultat, tant des pratiques spontanées que des programmes d'appui. Mais elle nécessite d'apporter des réponses claires (même si elles seront toujours discutables) à quelques questions d'importance.

La résilience, de quoi, par rapport à quoi ?

Première question, qu'est-ce donc que cette capacité à faire face à l'adversité ? Cette question pose le problème des variables d'état, celles dont il faut suivre l'évolution pour savoir s'il y a, ou non, résilience. Pour définir les variables d'état, nous mobilisons l'approche des *livelihoods*. Ce cadre est bien connu dans le monde de l'appui depuis les écrits fondateurs de Chambers et Conway (1991) et est toujours très mobilisé par les chercheurs « ruralistes » (Bosc & al., 2015). L'idée de base est assez simple : le ménage combine ses moyens d'existence, c'est-à-dire différents actifs (dont son réseau social) et son système d'activités (agricoles et non agricoles), afin d'améliorer ou de maintenir les conditions d'existence de ses membres. C'est dans ces moyens d'existence et dans ces conditions d'existence que nous devons trouver les variables d'état. Mais plutôt que de passer par une approche à dires d'experts, nous recourons à une approche en termes d'enjeux. Il s'agit d'identifier ce qui, aux yeux des populations locales, est l'enjeu principal ou les quelques enjeux principaux, à protéger en cas de crise et à reconstituer en priorité en suite à cette crise ; et ce qui, en conséquence, va déterminer leurs perceptions et guider leurs pratiques face à l'adversité, tant ex-ante qu'ex-post.

La démarche peut donc être la suivante, en deux temps : tout d'abord, relever ce qui compte localement (i.e. à l'échelle du système local), ce qui doit être prioritairement préservé face à l'adversité ; ensuite, objectiver ces enjeux, c'est-à-dire comprendre pourquoi cela compte. Cette objectivation permet de ne pas tomber dans les travers d'une approche purement subjectiviste, dans laquelle on s'interdirait d'interroger ni les préférences exprimées par les ménages, ni la soutenabilité de leurs pratiques.

Et qu'est-ce que cette adversité, à laquelle le ménage est confronté ? Elle se compose de trois types de chocs en interactions, tant *ex-ante* qu'*ex-post*, affectant parfois l'ensemble du système local considéré, parfois certaines communautés, voire encore certains ménages seulement : les chocs brutaux tout d'abord, ce qu'il est convenu d'appeler les « désastres » dans la littérature humanitaire (inondations, sécheresse, pillage, séisme, etc.) ; les chocs prolongés ensuite, l'ensemble des crises auxquelles peuvent être confrontés les ménages (crise économique, sociale, politico-militaire, alimentaire, écologique, climatique, etc.) ; les chocs diffus enfin, liés aux structures sociales, économiques et politiques (corruption, insécurité, instabilités et iniquités des marchés, défaillances du système sanitaire, etc.) ; ils constituent une succession d'événements qui, rendant le quotidien plus âpre, érodent les capacités physiques (pertes matérielles) mais aussi de cohésion sociale (perte de confiance, etc.). Au-delà des limites de tout exercice typologique en la matière, l'essentiel à retenir est le caractère cumulatif de ces différents chocs, et le fait qu'ils influencent les pratiques des ménages, qu'ils se produisent ou qu'ils restent de l'ordre du risque ressenti. Observer la résilience ne peut, en tous les cas, se limiter à l'étude des seules catastrophes majeures, mais doit se pencher sur tous ces « petits désastres » qui constituent le quotidien d'un ménage pauvre.

La résilience, comment ?

Face à l'adversité, les ménages ne restent bien évidemment pas passifs et inactifs. Il est donc important d'étudier les pratiques qu'ils adoptent, à la fois *ex-ante* et *ex-post*. Ces pratiques peuvent se classer selon une double entrée (ci-dessous) : une entrée temporelle, *ex-post* et *ex-ante*, avant et après les chocs ; une entrée selon la nature des pratiques, plutôt défensives, visant à préserver l'existant, ou plutôt offensives, visant à modifier cet existant.

Les pratiques face à l'adversité

	<i>Ex ante</i>	<i>Ex-post</i>
<i>Pratiques défensives</i>	Sécurisation : assurance et dispersion	Ajustement : décapitalisation et restriction
<i>Pratiques offensives</i>	Évitement : investissement et spécialisation	Adaptation : débrouille, rupture, transformation

Le premier grand type de pratiques se fonde sur la sécurisation des moyens d'existence, par le biais de pratiques d'assurance et de dispersion. Les pratiques d'assurance (ou de prévoyance) s'appuient sur la volonté, non pas de réduire les risques mais, dans la mesure du possible, de se prémunir contre leurs conséquences éventuelles, par l'épargne de précaution par exemple. Les pratiques de dispersion visent, sans modification majeure des systèmes d'activités, à

répartir les risques dans le temps et dans l'espace. *Ex-ante* toujours, les pratiques d'évitement sont destinées à combattre les risques, à éviter qu'ils ne se réalisent, en agissant directement ou indirectement sur leurs causes : on investit dans des dispositifs de protection, on se spécialise dans l'activité contre-aléatoire, etc.

Face au choc, les pratiques d'ajustement visent à préserver ce qui peut l'être aussi bien dans les moyens et conditions d'existence du ménage que dans le mode de vie des groupes auxquels ils appartiennent. Ces pratiques renvoient pour l'essentiel à la mobilisation des différentes dotations en capital, et à des diminutions de dépenses et de consommation. Les pratiques de débrouille et de rupture sont offensives dans le sens où, à l'inverse des stratégies de décapitalisation, elles visent une adaptation, c'est-à-dire une modification des comportements (prédation, etc.) et/ou des moyens d'existence (changement d'activités, exode, etc.) ; lorsque cette adaptation conduit à un changement radical de systèmes d'activités, de mode de vie, on parle alors de transformation. Ainsi, étudier la résilience d'un éleveur, cela ne revient pas à étudier uniquement ce qu'il fait pour demeurer éleveur, mais aussi s'il arrive, et surtout dans quelles conditions, à se reconvertir dans d'autres activités, si l'élevage n'est désormais plus possible (suite à des pillages successifs par exemple) ou ne suffit plus pour assurer la subsistance de la famille. L'élevage n'étant pas seulement une activité productive mais aussi un mode de vie, les coûts humains d'une telle transformation doivent alors être intégrés à l'analyse.

L'analyse de ces pratiques, de leurs échecs, de leurs réussites, permettra de nourrir l'autre ambition du projet de recherche, celle de la formulation de pistes d'innovation au long des filières alimentaires de la RCA. Cette question de l'innovation sera approfondie dans une prochaine note de cadrage.

Il s'agit aussi, dans le projet, d'orienter l'appui à ces pratiques, car même si les ménages ne restent jamais passifs face à l'adversité, ils peuvent se trouver dans l'impossibilité d'initier une trajectoire de résilience. Cette dernière peut ne pas être seulement de nature endogène, provenant de la nature humaine ou de quelque solidarité communautaire ; elle peut, elle doit aussi, être le fruit de politiques de développement/relèvement et de programmes d'appui. En ce sens, la résilience peut devenir un critère majeur pour l'évaluation des pratiques humanitaires et de développement déployées dans les campagnes et les villes centrafricaines.

De manière générale, il pourra être pertinent d'identifier ce que l'on appelle parfois, dans les approches psychosociales, les « tuteurs de résilience », à savoir des personnes ou des institutions jouant un rôle positif dans le relèvement des populations, et ce à différentes échelles.

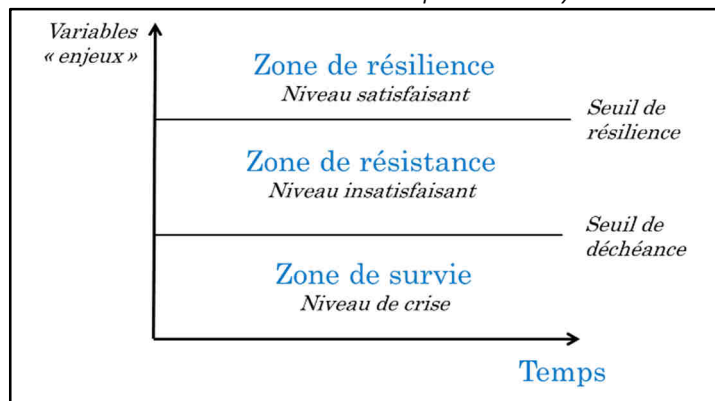
Permettre la construction de seuils à l'échelle du ménage

Etudier les dynamiques des moyens et conditions d'existence ne doit pas laisser penser que les processus à l'œuvre sont linéaires, positifs ou négatifs mais linéaires. Se pose au contraire la question des discontinuités, des seuils en deçà ou au-delà desquels les pratiques et processus changeraient de nature. Cette idée n'est certes pas nouvelle, on la retrouve dans les travaux des économistes, via les analyses en termes de trappes de pauvreté et de seuils d'actifs (Dercon, 2006 ; Carter & Barrett, 2006). On la retrouve aussi dans l'analyse économique du

ménage (ou HEA), très pratiquée par les évaluateurs humanitaires, avec le seuil de survie, et le seuil de protection des moyens d'existence (Boudreau & al, 2008).

Les seuils doivent avoir à la fois une dimension explicative (catégoriser les ménages ; ne pas voir résilience là où il n'y a que survie) et une utilité normative (différencier et orienter l'appui). Dans une crise complexe, comme l'est la crise centrafricaine, il semble pertinent de construire deux seuils : un seuil de déchéance (ou *destitution* dans la littérature des *livelihoods* ; cf. Devereux, 2003), qui intègre des éléments matériels (ne plus rien avoir, ne plus manger à sa faim, etc.) mais aussi psychosociaux (ne plus « compter », avoir peur, être incapable de se projeter) ; et un seuil de résilience, qui correspond à la situation à partir de laquelle le ménage peut initier une dynamique autonome d'amélioration de ses conditions d'existence, qui n'est pas remise en cause par le moindre aléa. Ces deux seuils se fondent sur les enjeux préalablement identifiés. Et c'est entre ces deux seuils que l'incertitude quant à la capacité des ménages à affronter l'adversité est la plus importante. En deçà du seuil de déchéance, les mécanismes à l'œuvre sont assez prévisibles, ils sont ceux de la lutte pour la survie, et les ménages ont tendance à adopter des pratiques très proches. Au-delà du seuil de résilience là aussi, hormis en cas de choc très important, une amélioration des moyens et conditions d'existence va généralement s'observer, certes, par le biais de pratiques qui peuvent être différentes - c'est justement l'une des caractéristiques de cette zone de résilience, d'élargir le champ des possibles. Mais entre ces deux seuils, les prévisions sont moins aisées, l'indétermination est beaucoup plus grande. Y domine ce que nous appelons la résistance, caractérisée par des niveaux jugés insatisfaisants des variables « enjeux », par des pratiques défensives de reconstitution des moyens d'existence.

Les seuils mobilisables pour l'analyse



Raisonnement en termes de seuils vise à orienter l'appui, en mettant en évidence les leviers (ou *leverage points*) qui permettent aux ménages de les franchir, ou en faisant ressortir statistiquement les facteurs de résilience et les facteurs de vulnérabilité (Rousseau, 2005). L'analyse des seuils a donc deux niveaux. Le premier est statique, il conduit à distinguer deux valeurs seuils pour chaque enjeu identifié. Le second est dynamique : il amène à étudier comment ces valeurs se combinent et comment elles passent, ou pas, d'un état à l'autre. La détermination empirique de tels seuils posent toutefois de redoutables difficultés méthodologiques. L'un des résultats attendus de ce projet de recherche est donc d'avancer sur cette question, en proposant une méthodologie de détermination de tels seuils, et en appliquant cette méthodologie aux sites retenus. Un prochain document de travail, en fin

d'année 2016, entre les deux phases de terrain (après les diagnostics agraires et avant les enquêtes ménages, cf. infra) précisera cette question.

La résilience est-elle toujours une bonne chose ?

Il est une autre question d'importance, trop souvent éludée : la résilience est-elle toujours une bonne chose ? Cette question implique d'aller à la fois en deçà et au-delà du ménage, et ainsi de relier résilience et soutenabilité. En deçà, il s'agit d'interroger les relations intrafamiliales, et en particulier les inégalités liées au genre, les processus de décision au sein du ménage. Au-delà, il faut s'atteler à l'agrégation mais aussi à l'interaction des pratiques des ménages.

Ainsi, plutôt que de parler de « bonne » ou de « mauvaise » résilience des ménages centrafricains, il s'agit de savoir si les pratiques de certains ménages nuisent directement ou indirectement à d'autres. Nous pourrions prendre l'exemple du pillage comme pratique nuisible, bien entendu. Moins radicalement, nous pouvons considérer celui d'une individualisation des pratiques foncières et de la captation de l'espace disponible, lorsque celui se réduit (du fait d'une menace sécuritaire, ou toute autre cause). Toutes les familles ont les mêmes enjeux (l'accès à un espace minimal), mais les pratiques (de captation) des unes fragilisent celles des autres.

La disjonction entre résilience et soutenabilité se révèle aussi par effet d'agrégation. Ce qui est envisageable à l'échelle d'un ménage peut ne pas l'être à celle d'un territoire ou d'un groupe social. Par exemple, le développement d'activités de diversification, tel le charbonnage, peut accroître la pression sur des ressources naturelles déjà rares et dégradées. Une même pratique peut ainsi fonder des dynamiques de résilience si elle n'est mise en œuvre que par quelques ménages d'un territoire, et au contraire induire le maintien des logiques de résistance, voire de survie, si elle vient à se généraliser. Il apparaît donc impératif de changer d'échelle, et de se pencher sur les dynamiques du système local dans lequel s'inscrivent les pratiques du ménage.

1.3. Etudier la résilience à l'échelle villageoise

De nouveau, lorsque l'on change d'échelle, il faut aborder quelques questions d'importance : celle du choix de l'échelle retenue, celle des critères de résilience, celle des ressources qui peuvent la permettre, et celle de l'analyse des trajectoires systémiques. Avant tout, comme pour l'échelle du ménage, il convient d'éviter le risque, courant dans les approches de la résilience, de la circularité de l'analyse, confondant causes et conséquences, manifestations de la résilience et facteurs qui peuvent, en interactions, la faire émerger.

Pourquoi le village ?

Pour aborder la question de la résilience à l'échelle locale, l'unité retenue est le village, ou plus précisément le finage villageois. Ce finage villageois correspond aux limites du territoire villageois où un groupe de personnes est installé (habitat), et sur lequel il exerce un droit agraire, droit d'accès et droit d'usage. C'est donc le territoire perçu comme « leur » par les habitants. Toutefois, le contrôle sur certains espaces de ce finage peut être limité, car partagé avec d'autres groupes (on pense ici aux éleveurs).

Le finage villageois est donc défini par les pratiques des habitants. Il regroupe la zone d'habitation et les zones exploitées, soit les zones cultivées mais aussi les zones de cueillettes et les zones de chasse. Dans le cas de la présence d'une forêt « sacrée », celle-ci n'est théoriquement pas exploitée, mais si les habitants estiment qu'elle appartient au village, alors cette forêt peut être incluse dans le finage. Il se peut qu'une partie des espaces agricoles soient traversés ponctuellement par des éleveurs et leurs troupeaux. Même si cela fait l'objet de conflit, comme il y a exploitation de ce territoire par les habitants, alors cet espace appartient au finage que nous étudions. Une partie de rivière où les hommes pêchent, un marigot dans lequel les femmes puisent de l'eau, appartiennent aussi au finage villageois. En revanche, une mine sur laquelle les jeunes vont travailler est bien souvent contrôlée par des personnes extérieures au village, celle-ci ne fait alors pas partie du finage.

Quels sont les avantages de retenir cette unité villageoise ? Il s'agit d'un objet délimité, fini et qui est souvent la seule unité territoriale qui fasse sens pour les populations dans ce pays au maillage administratif peu dense et peu effectif. Il permet de prendre en compte la diversité des contextes locaux, les enjeux/règles d'accès et d'usage des ressources locales, et enfin les conflits éventuels avec d'autres groupes sociaux (personnes qui n'habitent pas sur le finage).

Elle a aussi des limites, bien évidemment. Au niveau écosystémique, certains éléments de compréhension peuvent être liés à l'ensemble d'un compartiment agro-écologique, dont une partie seulement appartient au finage. Par exemple, la quantité et la qualité de l'eau d'une rivière dépendent des activités en amont. Par ailleurs, les migrants ne sont pris en compte qu'au travers de leurs envois d'argent, puisqu'ils n'habitent pas sur place. Enfin, les filières ne peuvent pas être étudiées dans le détail, même si on peut déjà, à cette échelle, en saisir quelques aspects riches d'enseignement (sur le partage de la valeur en particulier). Cette hypothèse du finage villageois comme système pertinent pour évaluer la résilience à l'échelle locale devra donc être validée, ou nuancée par les résultats du projet de recherche.

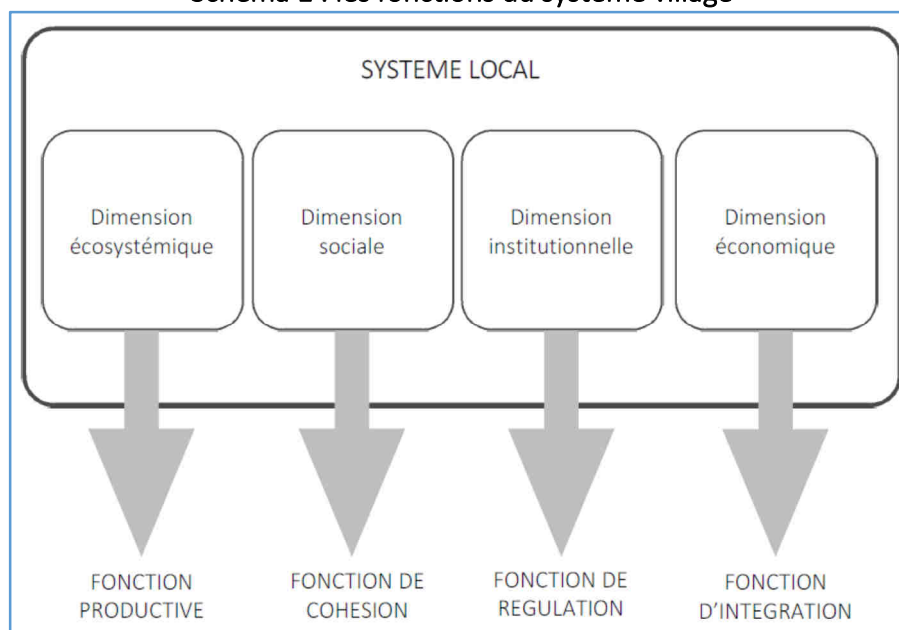
Il est en outre nécessaire de considérer les écosystèmes qui constituent ce finage en interaction avec le groupe social qui y habite, qui en a l'usage et qui l'exploite, autrement dit la communauté - définie comme un groupe humain constitué géographiquement et historiquement sur un territoire donné (ici le finage). Beaucoup a déjà été écrit sur la « communauté résiliente » (Twigg, 2009). La tendance est souvent de proposer, comme souvent dans un monde de l'aide friant de « boîtes à outils », de longues listes de caractéristiques permettant de dire si la communauté étudiée est ou n'est pas prédisposée à la résilience : il faut qu'elle ait de bons leaders, des membres éduqués, conscients des risques, qu'elle soit diversifiée, pas trop « genrée », intégrant les handicapés, etc... L'injonction de la résilience n'est alors jamais très loin, alors que paradoxalement cette résilience semble utopique et inatteignable, tant il est de nombreuses conditions à réunir. De manière moins normative mais en contrepartie plus complexe, et en nous inspirant de Norris & al. (2008), nous définissons la résilience communautaire comme un processus liant un ensemble de ressources à une trajectoire positive des fonctions remplies par la communauté, en suite à une perturbation. Il y a dans cette définition les constantes des approches systémiques de la résilience : une analyse dynamique (processus, trajectoire) des interactions entre les fonctions d'un système et des ressources dont ce système dispose. Fonctions, ressources, trajectoires sont les trois mots-clés qui guident les paragraphes suivants.

La résilience comme continuité/restauration de fonctions

L'état d'une communauté villageoise à un instant (t) constitue la manifestation (ou non) de la résilience de la communauté. Cet état, qui correspond à une vue globale de la « santé » de la communauté, pourrait être approchée par les enjeux locaux, mis en avant par les villageois. Cela serait alors ces derniers qui définiraient l'état « positif », et qui s'exprimeraient sur l'écart entre la situation actuelle et cet état « positif ». Certes la perception de la « santé » de leur village par les habitants est bien à prendre en compte parmi les manifestations de la résilience. On ne peut toutefois pas se limiter à cette perception, puisque celle-ci est dépendante de la situation perçue des villages voisins, de leur propre histoire, de ce qu'ils espèrent de l'appui, de la situation antérieure au choc, etc. Il faut alors passer des enjeux aux fonctions.

L'état de la communauté peut être décrit au travers de quatre dimensions, telles qu'usuellement mobilisées dans les analyses de soutenabilité : la dimension écologique : l'état des agroécosystèmes ; la dimension sociale : l'état du groupe social ; la dimension économique : l'état du système économique local ; la dimension institutionnelle : l'état des institutions villageoises. Quatre fonctions du système village peuvent alors être étudiées.

Schéma 1 : les fonctions du système village



Domaine écosystémique, la *fonction productive* : Un village est résilient sur le plan écosystémique si les agroécosystèmes maintiennent leurs potentialités productives. Les indicateurs en sont : l'évolution des rendements agricoles ; l'évolution des prises de chasse et de cueillette ; la présence d'adventices indicatrices de pertes de fertilité ; la pratique agricole dominante (en référence à l'idéal-type de l'abattis-brûlis) ; les processus de diversification/spécialisation.

Domaine social, la *fonction de cohésion* : Un village est résilient sur le plan social si la cohésion sociale est assurée. Quelques indicateurs possibles : la présence de discriminations à l'égard d'une personne/d'un groupe de personnes ; la présence de réseaux et de dynamiques

collectives excluantes et/ou nuisibles ; la migration massive de membres du village ; la dispersion/l'éclatement de la zone d'habitation ; la présence d'un sentiment d'appartenance.

Domaine économique, la *fonction d'intégration* : Un village est résilient sur le plan économique si les modalités de son intégration avec le reste du territoire (infrastructures, services étatiques, appui extérieur) sont favorables à la subsistance des ménages. Cette fonction peut être étudiée via : le coût d'opportunité moyen représenté par un membre de la famille qui travaille au sein de l'exploitation familiale ; les termes de l'échange avec le monde extérieur ; la diversité des activités pouvant être pratiquées dans le village et aux alentours ; la présence d'infrastructure de transport ; l'accessibilité des services de santé et d'éducation ; l'accessibilité des services agricoles et vétérinaires.

Domaine institutionnel, la *fonction de régulation* : Un village est résilient sur le plan institutionnel s'il y a continuité ou rétablissement de son « gouvernement ». Cela implique l'existence de dispositifs de régulation réellement à l'œuvre (et pas simplement affichés, par exemple pour satisfaire les attentes des intervenant extérieur). Cela peut être évalué par : la présence d'un leader légitime, reconnu et accepté par les membres du village ; le nombre de cas de transgression de règles et les sanctions prises par les autorités locales ; le degré d'inégalités dans l'accès à la « ressource-enjeu » entre les ménages ; la sécurité des biens et des personnes (caractéristique majeure dans des contextes post-conflit, ou dans les contextes de « paix violente » qui caractérisent de nombreuses zones rurales périphériques).

Le choix des indicateurs sera affiné dans un prochain document de travail, de même que la façon de les agréger et les représenter. Ces fonctions essentielles sont par ailleurs conditionnées par l'ensemble des ressources de la communauté, c'est-à-dire à la fois ses dotations en capitaux et son aptitude à convertir ces dernières en réalisations effectives.

Les ressources de la communauté villageoise

Il faut décrire l'ensemble des ressources, i.e. des capitaux et capacités caractérisant une communauté villageoise donnée. Nous proposons pour ce faire, assez classiquement, la distinction suivante :

- Les ressources naturelles : elles incluent les agrosystèmes (dont les sols), les rivières et autres points d'eau, les forêts, la faune. Tant dans leur dimension quantitative qu'en termes d'accessibilité et de qualité.
- Les ressources humaines : elles comprennent les compétences des villageois, et la capacité à accéder à d'autres compétences, via le système scolaire, la formation professionnelle, l'information. Cette question de l'information, et donc de l'ouverture au-delà du seul village est généralement présentée comme un facteur de résilience : elle permettrait d'identifier les pratiques nouvelles et adaptées, d'être réceptifs aux innovations, etc. Tout ceci devra bien entendu être validé ou invalidé/nuancé par le travail de terrain. On peut aussi inclure dans ces ressources les références culturelles locales, et donc les rapports au temps, à la nouveauté, à la richesse, etc., en bref l'ensemble des représentations que ces références induisent.
- Les ressources sociales : elles incluent les liens sociaux, les organisations collectives, formalisées ou non, les relations de confiance au sein de la communauté villageoise. Elles

répondent à la question, essentielle dans les approches résilience : sur qui peut-on compter en cas de difficulté ? Ces ressources diffèrent, selon que l'on soit en temps « normal » ou en temps de « crise », en particulier lorsque la crise est partagée par tous et qu'elle dure dans le temps, affaiblissant les appuis possibles.

- Les ressources économiques : on y trouve le capital financier (épargne, accès au crédit), les infrastructures mobilisables par la communauté pour développer les activités génératrices de revenus, les équipements du village, et de manière générale l'ensemble des opportunités économiques. L'action des organisations d'appui constitue aussi, dans un contexte de relèvement post-conflit, un type de ressources économiques potentiellement important. Non sans ambivalence toutefois en termes de résilience, du fait des pertes d'autonomie que peuvent induire ces actions extérieures pour les communautés villageoises. L'action humanitaire constitue d'ailleurs, sur le plan analytique, une forme de perturbation du système village, une perturbation qu'il faudra bien comprendre et analyser. Mais cela ne signifie pas, évidemment, qu'il faille rejeter toute action extérieure, sauf à retomber dans les travers de certaines approches de la résilience, trop fondées sur le retour au *statu quo ante* et négligeant les dynamiques de transformation des systèmes.
- Les ressources politiques renvoient aux structures institutionnelles locales, et à leurs capacités à faire respecter les règles et à influencer l'environnement juridico-légal de la communauté, de même qu'à leur degré d'autonomie. La question du leadership est ici essentielle.

Mais, au-delà de leur énumération, ce qu'il est important de saisir, c'est comment ces ressources sont mobilisées en fonction des opportunités accessibles à l'échelle du village, comme elles interagissent ou pas (avoir accès à la terre mais à aucun outillage ou à aucune semence de qualité par exemple), comment elles peuvent, ou pas, permettre à la communauté de faire face aux risques et aux chocs et donc mettre le village sur une trajectoire de résilience.

Mettre en évidence des trajectoires

Plus que l'état de la communauté, ce sont les trajectoires qui permettent d'appréhender et d'identifier les capitaux effectivement mobilisés et les capacités déployées. Les pratiques des villageois vont permettre de définir parmi ces ressources, ce qui explique principalement l'état spécifique d'une communauté. Il faut donc se garder d'une vision trop simpliste, et trop généralisatrice, du lien ressources-fonctions, et au contraire étudier, au cas par cas, comment les quatre grandes fonctions peuvent être maintenues en cas de perturbation. Une trajectoire pourra être considérée comme positive si elle permet de passer d'un état 1 à un état 2 qui assure mieux les fonctions essentielles retenues.

Au niveau du système villageois, l'analyse des trajectoires passe donc par une double identification, celle des risques et chocs, et celle des changements opérés - en réponse à ces risques et chocs - au niveau des pratiques agro-systémiques (modalités d'exploitation des ressources), institutionnelles (répartition du pouvoir, normes, modalités d'accès aux « ressources-enjeux »), sociales (dynamiques collectives, cohésion), et économiques (apparition/disparition d'opportunités, intégration dans le système économique englobant).

De plus, l'analyse des trajectoires doit passer par la construction d'hypothèses quant à la poursuite de celles-ci. Nous retrouvons ici le lien entre soutenabilité et résilience. La

soutenabilité permet de faire le lien entre l'évaluation de la résilience par rapport à un choc passé (approche *backward-looking*) et les risques qui pourraient remettre en cause cette résilience dans le futur (approche *forward-looking*). Ainsi, sont soutenables les pratiques locales qui permettent de dépasser le choc passé et qui vont permettre de faire face dans l'avenir. Finalement, ce sont les interactions entre les différentes pratiques - soutenables ou non - qui déterminent le niveau de résilience de la communauté.

Quelques questions auxquelles le projet devra répondre

Mais il demeure à ce stade de nombreuses questions complexes, qui ne sont certes pas spécifiques à ce projet, mais auquel ce dernier devra apporter des éléments de réponses sinon généralisables, tout au moins transposables à d'autres contextes. Nous en distinguons au moins deux.

En premier lieu, notre travail permettra d'interroger les notions de robustesse, de diversité, de complexité, souvent présentées comme caractéristiques de systèmes résilients. La robustesse correspond à la capacité de la ressource à se maintenir face à un choc, il s'agira non seulement de l'évaluer, mais aussi de savoir si elle peut toujours être considérée comme un facteur de résilience (quid par exemple d'un « mauvais » chef qui parvient à se maintenir en place, au détriment de la communauté). La diversité s'applique elle aussi aux différents types de ressources : différents écosystèmes, associations de cultures, pluralité des débouchés des productions, relations sociales, etc. Elle a déjà été largement utilisée dans les analyses du risque en agriculture, nous aurons là encore à évaluer la diversité au sein de chaque type de ressources, et les flexibilités et redondances induites par ces diversités. Enfin la notion de complexité devra aussi être opérationnalisée. Il est souvent dit dans les approches systémiques qu'un système complexe sera un système plus résilient (Cabell & Oelofse, 2012). Mais de quelle complexité parle-t-on ? Celle des pratiques agricoles, celle de l'intégration au monde extérieur et à ses marchés (qui peut aussi fragiliser le système local), celle des institutions locales ou encore celle des relations sociales ? Si l'on peut poser comme hypothèse qu'une simplification d'un système constitue le signe d'une trajectoire non résiliente, il faudra là encore valider ou nuancer cette hypothèse par le travail de terrain.

En second lieu, le projet permettra de revisiter des questions importantes dans les analyses de soutenabilité, voire dans les sciences sociales de manière générale. Il en est ainsi de la question des interactions entre échelles : un village résilient fait-il des ménages résilients, et réciproquement ? La question des inégalités intra-communautaires devra en particulier être abordée : par exemple le choc a-t-il accru ces inégalités ? Faut-il déterminer des seuils au-delà duquel on peut parler d'une communauté résiliente, en dépit de trajectoires défavorables pour certains des ménages de cette communauté ? Cette question des effets de seuils se posera aussi dans l'analyse des grandes fonctions du système village. Si l'on pourra (relativement) aisément dire si une fonction est mieux ou moins bien assurée que par le passé, il se posera le même problème que pour les ménages, celui de savoir à partir de quel moment on pourra parler de résilience. Peut-on parler de résilience si l'on retrouve le niveau de fonctions antérieur à la crise, alors que ce niveau « normal » était déjà très dégradé (ce qui semble être le cas de beaucoup de villages) ? Faut-il que toutes les quatre fonctions soient mieux assurées, ou une amélioration de l'une (ou de plusieurs) d'entre elles suffit-elle ? Ceci nous renvoie au – ancien, là encore !- débat sur la substituabilité (l'une compense l'autre) ou la complémentarité (l'une

a besoin de l'autre) des ressources et donc des fonctions. Autrement dit, il y aura sans doute lieu de penser un exercice typologique, distinguant des trajectoires de résilience communautaire de différentes natures, en fonction d'une part de l'ampleur des évolutions positives constatées (ou pas) et des niveaux de départ, d'autre part du fait que ces dernières concernent la totalité des fonctions essentielles.

Ces différentes questions, trop rapidement ébauchées ici, seront approfondies dans les futurs documents de travail, et elles s'éclairciront aussi au fil du projet, grâce au travail de terrain.

2/ La méthodologie de l'observatoire des crises et résiliences rurales

Sur la base de ces éclaircissements conceptuels certes encore partiels, une démarche méthodologique peut néanmoins être construite. Celle-ci doit aussi tenir compte des contraintes du terrain, des budgets disponibles. Il ne s'agit donc pas de faire émerger une méthodologie « idéale », mais plus pragmatiquement adaptée aux réalités rurales de la RCA et des possibilités concrètes de déploiement.

2.1. Les principes d'un observatoire

Ce souci d'opérationnalité nous conduit à privilégier une démarche d'observatoire. Mais avant même la question de l'opérationnalité, c'est l'impératif d'un suivi dans la durée qui justifie un tel choix.

Les temporalités de la résilience

Deux problèmes se posent lorsque l'on aborde la question de l'horizon temporel de la résilience et de son évaluation. Le premier relève du choix d'un délai pour l'observation des variables retenues. Quel doit être l'horizon de récupération après un choc, ou de neutralisation d'un risque ? Le second problème tient au fait que les risques se renouvellent et se combinent, que les chocs de différentes natures se succèdent et se cumulent, que la menace persiste et influence les pratiques après le choc lui-même ; c'est précisément ce qui caractérise la pauvreté, l'ampleur et la persistance de l'adversité vécue. Cela empêche souvent la mise en évidence de mécanismes simples de type « événement-réponse », sauf peut-être dans le cas de rares événements extrêmes (de type tsunami ou pillage).

Il est donc pertinent de penser les processus à l'œuvre en termes de trajectoire, permettant d'intégrer l'ensemble de l'adversité vécue, des réponses qui lui sont, en continu, apportées, des actions extérieures, des évolutions induites des moyens d'existence des ménages et des fonctions des systèmes villageois. Cette notion de trajectoire a déjà été mobilisée dans de nombreux travaux s'inspirant de l'approche des *livelihoods*, comme dans les approches systémiques. Elle nécessite d'observer les situations et les pratiques sur des durées relativement longues, et de pouvoir reconstituer les histoires personnelles et familiales par le biais d'entretiens de type « récit de vie », ainsi que les dynamiques d'émergence et de mobilisation des ressources au sein du système local.

Aux deux échelles considérées ici, l'approche de la résilience exige donc de pouvoir observer et analyser, dans la durée, les dynamiques à l'œuvre dans les campagnes centrafricaines. Un dispositif d'observatoire semble alors constituer l'outil le plus approprié.

Une démarche pragmatique

Un observatoire est usuellement défini comme une structure autonome et pérenne chargée d'observer l'évolution d'un phénomène, d'un système ou d'un espace et de collecter, d'analyser, de restituer (à un rythme rapide) des données et des connaissances, à destination des acteurs de ce système ou de publics ciblés. Il se présente comme un système léger de production de données, répété à échéances régulières, et conduisant à des résultats extrapolables, sous certaines conditions (représentativité des zones et ménages retenus, qualité des données recueillies).

Diverses démarches d'observatoires ont été développées ces dernières années dans d'autres pays africains (Madagascar, Kenya, Cameroun, etc.), essentiellement en milieu rural. Il s'agit de dupliquer ces approches dans le contexte post-conflit de la RCA, en optimisant leur ratio « coût-bénéfices » (données de bonne qualité au regard des coûts engendrés), et ainsi de constituer une approche complémentaire, parce que plus fouillée, au dispositif de surveillance multisectorielle déjà instauré en RCA, et parce que plus suivie, aux nombreuses évaluations *ad hoc* produites par les humanitaires. Cette approche permet d'étudier la résilience en tant que processus et non en tant qu'état, de faire ressortir des trajectoires, et de produire des informations régulières pour soutenir les programmes d'appuis et leurs éventuelles réorientations. Elle doit aussi faire émerger des pistes d'innovation, tant au niveau des pratiques agricoles et économiques qu'à une échelle plus large, celle des territoires ruraux, mais aussi au niveau des pratiques d'interventions elles-mêmes.

Il est donc trois conditions majeures pour que cette approche soit viable. La première est que l'observatoire s'inscrive dans la durée, ce qui posera, aux termes de ce projet de deux années, la question des modalités de sa pérennisation. La deuxième est d'éviter l'écueil d'une trop grande complexité dans le système de production de données ; l'entrée résilience, en partant des risques et des chocs, permet de se garder de toute prétention d'exhaustivité, qui serait impossible à atteindre dans la durée. La troisième, fondamentale dans le contexte centrafricain, est l'accès au terrain. La manière dont a été construit le projet, grâce à l'implication de quatre ONG partenaires (ACTED, DRC, Triangle GH, ACF), doit permettre de lever cette contrainte d'accès. Le partenariat recherche-ONG, aujourd'hui et à l'avenir, est donc central dans le déploiement de la méthodologie envisagée, et dans sa pérennisation.

Le système de production de données : une vue globale

Cette méthodologie combine plusieurs outils, tant qualitatifs que quantitatifs, selon la séquence suivante :

- Temps 1 : Approche systémique du village.
- Temps 2 : Approche quantitative et qualitative des ménages.
- Temps 3 et suivants : Actualisations des données et suivi des trajectoires. Ces passages sont plus légers, car il ne s'agit que de relever les évolutions, de mettre en

évidence les dynamiques, et d'évaluer sur le plus long terme les effets des pratiques d'appui.

Lors du premier passage, nous appliquons une approche de diagnostic agraire, qui permet de faire ressortir les grands modes de mise en valeur des milieux, les principaux systèmes d'activités, les éléments de différenciations sociales, les dynamiques collectives, les relations au monde extérieur. Bien évidemment, un focus est fait sur l'histoire collective, et l'adaptation des communautés concernées aux chocs et aux menaces.

Ce premier temps permet d'établir une typologie de ménages, au regard des enjeux locaux, et donc des dynamiques de résilience. Cette typologie est mobilisée lors du deuxième passage, qui consiste en une enquête ménages, permettant le recueil d'informations quantitatives et qualitatives (via un échantillonnage raisonné). Lors de cette enquête, de nouveau le focus est fait sur les pratiques des ménages face aux risques et aux chocs, les ressources dont ils disposent/saient et qu'ils mobilisent/saient pour faire face. Cela doit permettre d'explicitier et d'analyser les trajectoires suivies par ces ménages, les ruptures, les effets de seuils, etc. Le troisième passage sera un passage d'actualisation des données, de correction des éventuelles erreurs des deux étapes précédentes. Mais un autre exercice sera aussi initié, au moins sur un site sur lequel cela semblera envisageable : nous tenterons d'aller plus loin dans le calcul économique, de mieux quantifier les réponses apportées dans l'enquête ménages.

Au terme de chacune de ces étapes, il devra être possible de tirer des enseignements pour orienter l'action d'appui, pour envisager les innovations possibles, tant au niveau de chaque site qu'à une échelle plus large, et ce pour les quatre grandes fonctions identifiées précédemment.

2.2. L'approche du « système village »

Nous mobilisons une approche fondée sur les diagnostics agraires, tout en insistant particulièrement, approche « résilience » oblige, sur la question des risques et chocs, ainsi que sur les dynamiques de l'action collective et la mise en évidence des enjeux locaux.

Les méthodes du diagnostic agraire

Trois étapes sont usuellement requises (Cochet, 2011).

- Une étape initiale de lecture des paysages, qui doit permettre de réaliser un support cartographique donnant une vue d'ensemble du système étudié. Si cela est possible, cette étape s'appuie sur la mobilisation de données satellitaires, ou de supports cartographiques préexistants. L'important n'est pas ici de faire preuve d'une extrême précision, mais de restituer une vision globale, synthétique, du finage étudié (lieux d'habitations, espaces de cultures, forêts, cours d'eau, axes de communications, infrastructures, etc.).
- Une étape historique : Les données historiques doivent permettre de comprendre la trajectoire du village, à la fois en termes de transformations à long terme, mais aussi d'impact des crises plus récentes. Elles se fondent sur l'identification des stress et chocs passés et sur celle, en conséquence, des principales évolutions des dynamiques locales.

- Une étape de caractérisation actuelle du système village : il s'agit alors de recueillir différents types de données : institutionnelles, économiques, sociodémographiques, de l'appui extérieur, et bien sûr écosystémiques.

Les données institutionnelles concernent les modalités d'intégration à la société centrafricaine et leurs relations aux institutions publiques. Sont donc recueillies, en particulier, les éléments relatifs à l'accessibilité des infrastructures sanitaires et scolaires, et administratives, à la structuration des pouvoirs légitimes au niveau local, mais aussi à la sécurité des biens et des personnes, liée notamment aux événements politico-militaires. Les dynamiques collectives doivent elles-aussi être étudiées (cf. infra).

La dimension économique articule des données de marchés et des données d'activités. Les données de marché s'appuient sur des relevés de prix, ceux des biens essentiels accessibles aux ménages, ceux des produits vendus, et sur une étude des modalités des mises en marché et des stratégies des agents extérieurs impliqués (revendeurs, commerçants, transporteurs, etc.). Il s'agit notamment, dans les zones rurales, de mesurer le « prix de l'enclavement », qui accroît les incertitudes marchandes et diminue les espoirs de gains à l'échange. Les données d'activités permettent de distinguer les principaux systèmes d'activités développés dans le village et d'établir un calendrier général des activités.

Les données sociodémographiques permettent de connaître avec précision les dynamiques de population du village : répartition « ethnique », évolution de la population, nombre de ménages, flux de main d'œuvre, saisonnier ou définitif, etc. Il est important ici de saisir la mobilité (éventuelle) des populations, par exemple l'importance du travail à l'extérieur du village, sur les chantiers, en ville, etc., et l'impact de ce travail sur la vie du village (moindre disponibilité de main d'œuvre, mais apports de revenus, par exemple).

Puisque la succession des crises a provoqué l'afflux et l'installation des acteurs de l'aide, dans certaines zones tout au moins, les modalités de l'appui extérieur doivent être précisément recensées. Pour chaque action, humanitaire ou de développement, il faut connaître ses modalités, sa durée, ses acteurs et ses bailleurs. Le but est de pouvoir en comptabiliser les réalisations, en évaluer les effets propres (résultats atteints), mais aussi à terme les impacts (influence sur les trajectoires locales). Il est aussi intéressant de recueillir l'avis des acteurs de l'appui sur les enjeux locaux, dynamiques existantes, etc. De même qu'il est pertinent de revenir sur l'histoire de cet appui, sur les perceptions qu'en ont les villageois.

Enfin, les données écosystémiques doivent permettre de saisir l'évolution des potentialités des écosystèmes villageois et des différents modes de mise en valeur. Une méthodologie en termes d'indicateurs d'impact des activités humaines est appliquée, via une cartographie des modalités d'occupation des espaces (habitats, cultures, zones de chasse et de cueillette, etc.) et de leur intensité (déforestation, feux, état des sols cultivés, etc.).

Le recueil de toutes ces données passe par des entretiens avec des anciens, avec des personnes ressources, par le biais de réunions collectives et via des observations directes. La question des risques et chocs sera systématiquement mise en avant dans les grilles d'entretien, en cohérence avec l'entrée « résilience » de l'observatoire.

Les dynamiques collectives

Il est un autre enseignement courant des études de résilience : on n'est que rarement résilient seul. Il est donc primordial, non seulement étudier les relations sociales au sein du village, mais aussi de se pencher sur les dynamiques de l'action collective. Mais de nouveau, il ne faut pas postuler de lien positif *a priori* entre existence de groupements et résilience de la communauté au sein de laquelle ils émergent. Il faut plutôt voir dans quel contexte l'action collective est porteuse et d'une résilience pour ses membres et d'une résilience à l'échelle du village.

Le dernier objectif de cette première étape de l'observatoire est donc de mener une étude des dynamiques collectives (groupements, etc.). Ce grâce à certains des points abordés dans les entretiens individuels menés, mais aussi par le biais de réunions organisées au sein de ces collectifs, et de rencontres avec leurs leaders. Un premier module traite des activités, des réalisations et de la performance des collectifs : objectifs, activités, contributions des membres, réalisations, rétributions des membres, perspectives. Un second module se penche sur le processus de structuration : trajectoire du collectif, succès, échecs, difficultés ; risque gérés collectivement, mobilisations collectives face aux aléas ; capacités d'action du collectif.

Les enjeux locaux : esquisse typologique

A la fin de cette première étape de l'observatoire, il faut pouvoir proposer une typologie des ménages du village, qui servira à structurer la deuxième étape : l'approche ménages. Cette typologie se fonde sur les enjeux locaux identifiés, et les trajectoires différenciées vis-à-vis de ces enjeux. Elle va permettre de construire un échantillonnage raisonné. Il est à noter que cette question des enjeux, à l'aune desquels va être évaluée la résilience des ménages, peut aussi être abordée lors de ces réunions de groupe, afin de mieux faire ressortir un consensus local sur la question.

2.3. L'approche « ménages »

Cette approche consiste en une enquête et des entretiens semi-directifs auprès de ménages représentatifs de la diversité locale. Elle implique également des enquêtes en « panel cylindré » lors des différents passages ultérieurs : on cherchera à retrouver, dans la mesure du possible, les ménages enquêtés lors de la première enquête ménage. Bien entendu, des ménages disparaissent, pour différentes raisons qu'il sera nécessaire d'étudier. Ceux-ci seront alors systématiquement remplacés dans l'échantillon par des ménages appartenant à la même catégorie que les ménages manquants. Pour chacun des ménages, il s'agira de caractériser les moyens et conditions d'existence, d'analyser les pratiques de lutte contre les risques et chocs et les trajectoires liées et de ne pas se contenter d'un entretien avec le seul chef de ménage.

Caractériser le moyens d'existence et conditions d'existence

Deux sections d'enquête seront administrées :

- Section 1 : Composition et conditions de vie. Les points abordés : alimentation ; santé ; éducation ; eau potable ; énergie ; conditions d'habitation ; capitaux physiques

(équipements productifs, biens possédés, terre) ; capital monétaire ; position sociale ; pièces administratives.

- Section 2 : Système d'activités. Les points abordés : description des activités principales ; agriculture, élevage, autres activités ; répartition des tâches au sein du ménage, calendrier des tâches.

Comprendre comment les ménages affrontent l'adversité

Les entretiens semi-directifs avec les chefs de ménage, de type « récits de vie », permettent de reconstituer les histoires familiales et personnelles, d'apporter une grande richesse d'informations, notamment sur la façon dont l'adversité passée et les menaces qui pèsent sur l'avenir influencent les conditions d'existence et les pratiques actuelles d'un ménage. En somme, il s'agit de faire émerger les trajectoires, au travers de trois sections.

- Section 1 : Adversité passée et modalités de réponses à l'échelle du ménage. Les points abordés : chocs et stress vécus, stratégies adoptées (dont le recours ou non à une tierce personne ou à une dynamique collective), durée.
- Section 2 : Aspirations, projets et valeurs. Les points abordés : Description et sentiment général sur l'évolution des conditions d'existence ; satisfaction vis-à-vis du système d'activités ; perspective pour le système d'activités ; hiérarchie des valeurs et enjeux ; cohésion sociale (entente, conflits, confiance).
- Section 3 : Adversité future et gestion des risques à l'échelle du ménage. Les points abordés : menaces ressenties ; effets sur les aspirations et les projets ; stratégies de gestion des risques pratiques liées (dont la possibilité de recours ou non à une tierce personne ou à une dynamique collective).

Entrer au sein du ménage

Notre approche de la résilience impose aussi d'entrer dans la boîte noire du ménage, d'une part de manière à en étudier la coordination et les tensions, d'autre part à évaluer les inégalités intrafamiliales, dont celles liées au genre. Si donc le chef du ménage est un homme, ce qui constitue le cas général, un entretien est mené avec une épouse au sein de ce ménage. Il s'agit de mieux comprendre la place des femmes dans le système d'activités, leurs droits et obligations spécifiques, leur intégration à des dynamiques collectives, mais aussi leurs perceptions et aspirations, qui peuvent grandement différer de celles du chef de ménage. Le guide d'entretien reprend donc l'essentiel des points abordés avec le chef de ménage, et insiste sur d'éventuelles spécificités liées au genre (activités exclusivement féminines, etc.). Il n'est cependant pas exclu que l'entretien avec la femme soit rendu impossible, du fait d'une opposition du mari. L'alternative peut alors résider dans l'organisation d'une réunion de groupe spécifique aux femmes, avec l'accord des chefs de famille. Le choix des personnes visées par ces entretiens à l'échelle des personnes dépendra par ailleurs des objectifs : genre (responsabilités et positionnement des hommes et des femmes dans le ménage), cycle de vie, transmission des savoirs (en lien avec l'innovation), etc.

Conclusion

Il reste donc beaucoup à faire pour affiner, discuter et surtout opérationnaliser le cadre d'analyse proposé ici. Cela sera fait au fil de la mise en œuvre du projet de recherche, et de la publication de nouveaux documents de travail. Le prochain de ces documents (CPDA-RCA 2016-3, Juin) présentera les modalités concrètes de déploiement du dispositif d'observatoires. Seront abordés les outils de traitement de données, la définition précise des indicateurs à renseigner, le choix des différents sites, les modalités du travail de terrain, l'articulation entre les différents partenaires, le lien avec le volet formation du projet, et le calendrier prévisionnel.

Éléments de bibliographie

Travaux cités dans le document de travail

- Bosc P-M,, Sourisseau J.M., Bonnal P., Gasselin P., Valette E., Belières J-F., Coord. (2015), *Diversité des agricultures familiales, Exister, se transformer, devenir*, Editions Quae, Collection Nature et Société.
- Droy I., Ratovoarinony R., Roubaud F. (2001), Les observatoires ruraux à Madagascar. Une méthodologie originale pour le suivi des campagnes, *Stateco*, n° 95-96-97, p. 123-140.
- Béné C. (2013), *Towards a Quantifiable Measure of Resilience*, IDS Working Paper, Volume 2013, Number 434. Institute of Development Studies, Poverty And Inequality Research Cluster.
- Boudreau T., dir. (2008), *Practitioners' Guide to Household Economy Approach*, Regional Hunger and Vulnerability Programme-Save the Children-The Food Economy Group, février.
- Cabell J.F., and M. Oelofse (2012). An indicator framework for assessing agroecosystem resilience. *Ecology and Society* 17(1): 18.
- Carter, M.R., Barrett C.B. (2006), "The Economics of poverty traps and persistent poverty: An asset-based approach", *Journal of Development Studies*, 42(2): 178-199.
- Chambers R., Conway G.R. (1991), « Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century, *IDS Discussion Paper* », n° 296, décembre.
- Cochet H. (2011), *Agriculture comparée*, Ed. Quae.
- Constas M.A., Frankenberger T.R., Hoddinott J. (2014), *Resilience Measurement Principles. Toward an Agenda for Measurement Design*, Resilience Measurement Technical Working Group, Technical Series N°1, January, Food Security Information Network
- Dercon S. (2006), "La vulnérabilité : une perspective microéconomique", *Revue d'économie du développement*, 20/4, p. 79-118.
- Devereux S. (2003), *Conceptualizing destitution*, IDS Working Paper 2016, Institute of Development Studies, Brighton, UK.
- Heijmans A., dir. (2012), *Reaching Resilience*, CARE Hollande/Université de Wageningen/Groupe URD.

- Levine S. (2014), *Assessing Resilience: Why Quantification Misses the Point*, HPG Working Paper, London, ODI, July.
- Norris F., Stevens S., Pfefferbaum B., Wyche K., Pfefferbaum R. (2008), Community Resilience as a Metaphor, Theory, Set of Capacities, and Strategy for Disaster Readiness, *Am J Community Psychol*, 41:127–150.
- Rousseau S. (2005), *L'analyse de la vulnérabilité par l'approche des capacités : Le cas des villages ruraux de Madagascar*, Thèse de Doctorat, Université de Versailles Saint-Quentin-En Yvelines.
- OCHA (2015), Plan de Réponse Stratégique 2015 pour la RCA.
- Twigg J. (2009), *Characteristics of a Disaster Resilient Community, A guidance note, Version 2*, Aon Benfield UCL Hazard Research Centre, November.

Quelques travaux récents du CLERSE et du LERSA

Les travaux listés ci-dessous ont un lien direct avec la thématique de la résilience et/ou la méthodologie des observatoires.

- Archambaud L., Lallau B. (2012), *Résilience et action collective en zone marginale. Le cas de la caféiculture autour de Mobaye (RCA)*, XXVIIIèmes Journées du Développement de l'ATM, Orléans, 11, 12 et 13 juin.
- Archambaud L., Lallau B. (2013), *Faut-il formaliser les organisations de producteurs ? Le cas de l'appui post-conflit dans les savanes cotonnières centrafricaines*, XXIXèmes Journées du Développement ATM 2013, Paris-Est Créteil, 6, 7 et 8 juin.
- Dufumier M., Lallau B. (2016), *Vers quel développement agricole en République centrafricaine ? Réflexions et propositions*, Projet de recherche CPDA-RCA, Document de travail n°1, Avril.
- Laissus P., Lallau B. (2013), Résilience spontanée, résilience suscitée. Les complexités de l'action humanitaire en « zone LRA » (Est de la République Centrafricaine), *Ethique et Economique*, 10(1), février.
- Lallau B. (2013), *A la recherche des fondements de la résilience*. Mémoire d'habilitation à diriger des recherches, soutenue le 14 janvier, Université Lille1.
- Lallau B. Droy I. (2014), Qu'est-ce qu'un ménage résilient ? Concepts, méthodes, illustrations, in Chataigner JM. (dir), *Fragilités et résilience : les nouvelles frontières de la mondialisation*, chapitre 8, Karthala & Ministères des Affaires Etrangères.
- Lallau B., Mbéid-Bessane E. (2013), De la survie à la résilience ? Adaptations des paysans à l'insécurité militaire autour de Paoua (RCA), in Ancey V., Avelange I., Dedieu B. (Coord.), *Agir en situation d'incertitude en agriculture. Regards pluridisciplinaires au Nord et au Sud*, Editions Peter Lang, p. 377-403.
- Mbéid-Bessane E. (2013), Crises des savanes cotonnières, diversité des exploitations agricoles familiales et adaptations des producteurs, Mémoire d'Habilitation à diriger des recherches, Décembre, Université Lille1.
- Mbéid-Bessane E., Havard M. (2013), Stratégies adaptatives et viabilité des exploitations agricoles familiales des savanes cotonnières d'Afrique centrale. *Agronomie Africaine*, Vol. 25, N°2, pp. 171–185.